

PRÉFET DE LA NIÈVRE

**Préfecture de la Nièvre
Secrétariat Général**

Direction du pilotage interministériel
et des moyens

Guichet unique ICPE
Pôle enquêtes publiques

Tél. 03 86 60 71 46
Télécopie : 03 86 60 72 51

2010-P- 3062

ARRÊTÉ

mettant en demeure les responsables de la SARL CHAMPVERT ATOMISATION,
sise 176 avenue de Verdun à DECIZE, de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral
n°2009-P-1924 du 5 août 2009 portant autorisation d'exploiter une carrière d'argile,
sur le territoire de la commune de SOUGY SUR LOIRE (Nièvre),

**Le préfet du département de la Nièvre
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L.514-1, L.514-2 et L.512-20,
- VU** la nomenclature des installations classées définie à l'article R.511-9 du code de l'environnement et notamment la rubrique 2510,
- VU** la demande en date du 12 juin 2007, présentée par la SARL CHAMPVERT ATOMISATION, dont le siège social est situé 176 avenue de Verdun à DECIZE, en vue d'obtenir le renouvellement de l'autorisation d'exploiter une carrière d'argile sur le territoire de la commune de SOUGY SUR LOIRE,
- VU** le dossier déposé à l'appui de cette demande,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2009-P-1924 du 5 août 2010, autorisant la SARL CHAMPVERT ATOMISATION à exploiter une carrière d'argile sur le territoire de la commune de SOUGY SUR LOIRE,
- VU** le rapport de proposition de suites de l'inspection des installations classées, en date du 4 août 2010,

CONSIDÉRANT que la carrière est actuellement exploitée dans des conditions qui ne respectent pas les prescriptions de l'arrêté préfectoral susvisé et notamment en ce qui concerne ses articles 2.1.2. (absence de bornage), 2.1.4. (absence d'une clôture efficace), 2.1.5. (non réalisation de l'étude hydrogéologique et du bassin de récupération des eaux de ruissellement), 4.2.1 (absence d'aire étanche pour le ravitaillement des engins), 4.3.1 (absence de suivi de la qualité des eaux avant rejet au milieu naturel), 8.1.2.1 (absence de désignation d'un directeur technique compétent) et 9.2.3 (non réalisation de l'étude de mesure des niveaux sonores) et les chapitres 1.5 (non respect du périmètre

d'éloignement), 1.6 (défaut d'acte de constitution des garanties financières et d'acte de début de travaux) et 2.2 (non respect des conditions d'exploitation),

CONSIDÉRANT le caractère dangereux de cette exploitation (fronts de taille avoisinant 5 mètres de hauteur, situés à 1 mètre des limites de propriété, absence de clôture efficace empêchant tout accès à des personnes non autorisées sur la zone d'extraction adultes ou enfants),

CONSIDÉRANT que, dans ces conditions, les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ne sont pas garantis en toutes circonstances,

CONSIDÉRANT que, selon l'article L.514-1-1 du code de l'environnement, lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Nièvre

A R R Ê T E

ARTICLE 1- PRESCRIPTIONS

En application de l'article L.514-1-1 du code de l'environnement, la SARL CHAMPVERT ATOMISATION est mise en demeure, sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, de se conformer aux prescriptions réglementaires applicables à son site de SOUGY SUR LOIRE et notamment aux articles 2.1.2. , 2.1.4. , 2.1.5., 4.2.1, 4.3.1 , 8.1.2.1 et 9.2.3 et aux chapitres 1.5, 1.6 et 2.2 de l'arrêté préfectoral n° 2009-P-1924 du 5 août 2010 susvisé.

ARTICLE 2- SANCTIONS

Faute à l'exploitant de se conformer aux dispositions fixées aux articles précédents, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 3- DÉLAIS ET VOIE DE RECOURS

Les dispositions du présent arrêté peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente (Tribunal Administratif de DIJON) par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date de notification.

ARTICLE 4- NOTIFICATION ET PUBLICATION

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant. Un extrait, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché de façon visible en permanence dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de SOUGY SUR LOIRE et tenue à la disposition du public. Un extrait, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché pendant un mois à la porte de la mairie par les soins du maire.

ARTICLE 5- EXÉCUTION ET NOTIFICATION

Une copie de présent arrêté, notifié par la voie administrative aux responsables de la SARL CHAMPVERT ATOMISATION, sera adressée à :

- M. le secrétaire général de la préfecture,
- M. le maire de SOUGY SUR LOIRE,
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, région Bourgogne,
- Mme la directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations,
- M. le directeur départemental des territoires,
- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Nièvre,
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- M. le lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie de la Nièvre,
- M. le chef de la subdivision de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, de la Nièvre,

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'application et l'exécution.

Fait à NEVERS, le 10 DEC. 2010

Le préfet,

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Michel PAILLISSE

